

Nous Pouvons !

Vivre Sans Capitalisme

LE 17 SEPTEMBRE 2008, Enric Durán, jeune activiste catalan, déclarerait publiquement qu'il avait escroqué 492.000 euros à 39 banques par des crédits personnels via une entreprise fictive. Avec une partie de cet argent, a été financée la revue gratuite *Crisi ?*, dans laquelle il expliquait son action, critiquait durement le système capitaliste, et plaidait pour la construction d'alternatives économiques, sociales, et environnementales.

Par la suite, celui que la presse a appelé *Robin des Banques* annonçait son retour pour le 17 mars 2009, en ajoutant qu'à cette date sortirait une nouvelle publication collective et le lancement d'une grande campagne contre le capitalisme. Cette deuxième phase fait le pari de proposer des solutions.

L'édition de *¡Podemos!* - *Nous pouvons !* -, véritable revue de 20 pages en couleur, a été pensée pour couvrir tout l'Etat espagnol. Au total il a été imprimé 130.000 exemplaires en castillan et 220.000 en catalan, grâce à l'argent «exproprié» aux banques, et à la collaboration de différentes personnes et collectifs, présents dans toutes les phases du processus, de la rédaction à la distribution.

Dans les premiers articles de la nouvelle publication les causes de la crise sont analysées dans l'objectif de développer ensuite, dans les pages centrales, un « plan d'action pour que le capitalisme sorte de nos vies ». Le collectif *Crisi ?* affirme que « il faut changer d'attitude. Il ne suffit pas de protester, il faut agir ». Il s'agit de mettre en pratique un projet de transformation sociale qui s'adresse à toutes et tous.



NOUS PRÉSENTONS ICI une bonne partie des textes qui compose la publication *¡Podemos!*. Parce qu'il nous semble important que ces idées, ces manières de les amener, soient largement connues .

A l'heure où les licenciements prennent de l'ampleur, où les travailleurs ne se laissent pas faire (grèves, occupations, séquestrations...), où de nombreuses professions se mobilisent, occupent l'espace public, manifestent, où la révolte contre ce système hésite encore à exploser, il nous paraît utile de mettre en discussion ces textes, qui contribuent à l'émergence d'alternatives au capitalisme, et participent à la réhabilitation de l'idée de révolution.

Ensuite, il y a Enric Durán qu'il va bien falloir faire sortir de prison. Une campagne pour sa libération aurait peu de sens si n'étaient pas diffusées les idées qui l'on amené à escroquer 39 établissements bancaires. Pour à la fois démontrer l'absurdité du système financier situé en bas de chez vous prêt à tout pour gagner toujours plus d'argent, et financer les moyens d'une expression libre et digne de ce nom : pouvoir s'adresser à toute la population gratuitement.

Yes we can, oui nous pouvons nous passer du capitalisme, nous pouvons vivre sans banques, sans entreprises multinationales, sans argent, sans classe politique. Soyons le changement que nous voulons !

Sommaire

Nous Pouvons ! Vivre Sans Capitalisme

- Un plan d'action
Pour nous libérer de façon massive du système actuel.3
- Le capitalisme : un navire endommagé à la dérive6
- Avis pour navigateurs :
Nous déclarons naufragée la propriété privée
et le début d'une nouvelle ère post-capitaliste7
- De bas en haut :
Un plan organisateur
pour être le changement que nous voulons.7
- Les coopératives intégrales9
- Les coopératives d'habitat de cession d'usage11
- Créer un réseau de solidarité active
Contre les expulsions11
- La santé n'est pas un business.
Récupérons son contrôle12
- De l'éducation soumise
à l'apprentissage en liberté14
- Les mensonges du gouvernement
reproduits par les médias15
- Passe-temps pour l'éducation environnementale :
Le jeu de la crise de la croissance16

Textes du groupe *Crisis - ¡Podemos!* traduits du castillan
Textes originaux sur le site <http://www.17-s.info/es>

Pour contacter l'Organisation Communiste Libertaire
Le site de l'OCL : <http://oclibertaire.free.fr/>
Abonnements à *Courant Alternatif*, mensuel communiste libertaire :
OCL-Egregore BP 1213 51058 Reims Cedex

Un plan d'action pour nous libérer de façon massive du système actuel.

Nous sommes en rébellion contre le vieux monde.

Nous déclarons que la civilisation de la propriété privée non utilisée a fait naufrage.

Nous proclamons le nouvel âge du droit d'usage, de l'économie des ressources et des biens communs.

Le 17 septembre 2009, après quelque mois de transition, nous commencerons à vivre sans capitalisme.

Suite aux arguments avancés dans les articles « Capitalisme, un navire endommagé à la dérive » et « Avis pour navigateurs : nous déclarons naufragée la propriété privée et le début d'une nouvelle ère post-capitaliste », nous en venons ici à détailler comment nous allons procéder pour démarrer, pas seulement avec des mots mais dans les faits, une manière de vivre dont la pratique soit constitutive d'un nouveau paradigme de la société. Avant d'aller plus loin, nous commencerons par une introduction sur le contexte social.

Contexte pour choisir comment on va se mobiliser

Réfléchissant aux mobilisations face à ce contexte de crise et à une situation défavorable pour tant de gens, travailleurs et petits entrepreneurs, beaucoup avaient tourné le regard vers les syndicats en espérant qu'ils prononcent le mot clé. Ce mot qui pourrait faire pression sur le gouvernement au bénéfice des classes populaires n'est autre que celui de **grève générale**. Mais, après avoir réfléchi sur les syndicats, on doit s'arrêter un moment sur ce que se passe actuellement tant sur le marché du travail que dans les structures sociales et de communication. Par exemple :

- Le nombre des travailleurs des grandes entreprises et dans le secteur industriel a diminué en faveur du secteur des services et la délocalisation vers d'autres pays. Quand on imagine un lieu de travail nous pensons plus à un bureau qu'à une usine.
- Les contrats à durée indéterminée se sont réduits. Il y a beaucoup plus de mobilité entre les entreprises, beaucoup plus de travail temporaire et de travailleurs autonomes, en nom propre.
- Les directions des grands syndicats se sont intégrées à la structure du pouvoir ; ils ne se mobilisent que devant les situations les plus retentissantes pour des demandes très concrètes qui sinon pourraient leur faire perdre toute crédibilité à l'intérieur de leur propre structure.

Etant donné que l'on cherche des actions qui aient une force réelle, nous entendons la grève générale comme un moyen de pression consistant à arrêter l'économie du pays et non simplement un arrêt de

travail. Pour cela, peu importe au fond si les travailleurs des grandes entreprises vont travailler ou pas ces jours-ci, si les fournisseurs ne peuvent pas livrer leur commandes parce que les transports sont paralysés. Ça ils le savent bien depuis les *piqueteros* argentins qui avec une base sociale de travailleurs au chômage, ont réussi à bloquer la ville de Buenos Aires, en se spécialisant dans les barrages de routes.

Dans l'État espagnol, il y a 22 millions personnes actives, sur lesquelles plus 3 millions sont en chômage (en augmentation quotidienne), avec plus de 3 millions travailleurs autonomes et plus de 11 millions avec du travail à durée indéterminée. Les 5 millions restants se répartissent entre travailleurs de coopératives, entrepreneurs et travailleurs temporaires.

Il est important de prendre en compte qu'actuellement il y a beaucoup de personnes qui peuvent se mobiliser en plus des travailleurs salariés. Si une grève générale était organisée avec le véritable objectif que cette crise soit payée par les riches, alors peut être beaucoup de ce gens se mobiliseraient.

Etant données les circonstances, nous croyons qu'il est complètement viable de convoquer une grève générale forte, sans les grands syndicats si nous y croyons vraiment et qu'on se donne du temps pour l'organiser. Ceci dit, nous pensons en même temps que dans ce contexte de crise systémique, une grève générale ne suffit pas. La principale action à réaliser est de mettre en marche une nouvelle façon de vivre pour mettre le capitalisme hors de nos vies, afin que peu à peu il puisse sortir de la vie de tous.

Alors, si une grève générale est convoquée par des syndicats combatifs et des mouvements sociaux, nous encourageons à la soutenir. Mais, avec cette publication, nous faisons un appel à aller plus loin.

Le plan d'action

Cette proposition a été développée à partir du débat ouvert sur la web 17-s.info pendant plusieurs semaines avant sa publication, et réaffirmée lors d'une rencontre à Perpignan.

Nous déclarons avant tout, que la **proposition est basée sur un sentiment de joie et la non-violence active**. C'est une proposition de remettre à plat le fonctionnement de toutes choses, adressée à l'ensemble de la société et recherchant en elle sa plus grande expression de créativité, de solidarité et coopération mutuelle.

Une grande action de transformation sociale dans un tel moment, nécessite d'être une proposition emblématique, c'est-à-dire que tous ceux et celles qui potentiellement puissent en faire partie soient d'accord et s'y identifie. En même temps, la réussite d'une telle transformation ne peut que signifier un changement abyssal dans les relations avec le pouvoir et aussi être cohérente avec les propositions de création d'alternatives, comme celles de décroissance et d'autogestion, que de plus en plus de collectifs soutiennent.

C'est dans ces idées que ressort l'appel "**Nous pouvons vivre sans capitalisme**" avec lequel nous voulons commencer le **processus constituant d'une nouvelle forme d'organisation sociale post-capitaliste**.

Voici maintenant les différents axes et éléments de l'appel :

Les causes directes de la crise se trouvent dans le fait que les banques créent trop d'argent par des prêts sans base réelle. Quand les gens ne peuvent plus les rembourser, il fut démontré qu'un tel argent n'existait pas. Alors, la réaction des banques a été la suivante : 1) Arrêter les prêts, en faisant disparaître beaucoup d'argent et empêchant ainsi le remboursement des crédits. 2) Pour arriver à rééquilibrer leur bilan elles ont demandé beaucoup d'argent public que l'État leur a donné. Mais cela n'a pas servi à donner de la liquidité aux gens, à nous qui sommes ceux qui en ont le plus besoin pour vivre. Pendant ce temps, des millions de gens restent au chômage car les entreprises n'arrivent plus à produire assez, et la population ne peut plus payer ses dettes parce qu'elle n'a plus assez d'argent pour ça.

Cet effondrement du capitalisme arrive dans le cadre d'une crise multiple (énergétique, écologique, de distribution des richesses, de valeurs...) montrant que ce qui est en crise c'est l'ensemble du système et que le remettre à flot n'est ni une bonne idée, ni même possible.

Comme le gâteau n'a pu continuer à croître, la richesse d'une minorité a cessé d'être compatible avec le maintien d'un niveau de vie décent des majorités. Autrement dit, sans croissance, la récupération économique du capitalisme n'est pas compatible avec le maintien de notre qualité de vie ni avec l'environnement.

Les Etats insistent dans la perpétuation de ce modèle sans issue, au point que pour le maintenir ils n'ont en aucun cas respecté les préceptes du bien commun d'où théoriquement émane leur légitimité. Pour cette raison, nous, l'ensemble des participantes et participants de cet appel, révoquons les signes de souveraineté que nous lui avons conféré comme peuple; et à partir de maintenant, nous commençons à exercer notre souveraineté par voie directe, selon nos propres principes constituants.

Beaucoup parmi nous sommes convaincus qu'une alternative de société basée sur l'**autogestion populaire**, le droit d'usage, l'économie des ressources et

des biens communs peut fonctionner beaucoup mieux. Afin de pouvoir le mettre en pratique, nous sommes arrivés à la **détermination de proclamer invalide toute la propriété privée non utilisée**, abandonnée ou en danger de détérioration, tant que quelqu'un peut en avoir besoin.

Avant d'arriver à ce point, afin de qu'on ne dise pas que nous n'avons pas **essayé de convaincre nos gouvernements** pour qu'ils démarrent une transition vers un autre modèle d'administration, **nous manifestons une revendication concrète**, qui est une des plus élémentaires à réaliser si l'on doit construire une économie que n'a pas besoin de croître :

- Qu'ils retirent aux banques le pouvoir de créer de l'argent à partir de rien.

- Que les emprunts soient uniquement un outil pour aider à la production quand c'est nécessaire et qu'il n'y ait pas d'intérêts. Pour parvenir à cela, il faut que tout le système bancaire devienne la propriété des citoyens grâce à sa nationalisation définitive.

Nous donnons un délai jusqu'au 30 juin, 2009, à tous les gouvernements pour nous présenter un plan de transition post-capitaliste qui comprenne de telles mesures.

En cas contraire, nous révoquerons définitivement les signes de souveraineté populaire conférés aux Etats et **commencerons la transition avec le peuple sans compter sur les gouvernements**.

Selon toute probabilité, on peut anticiper que le résultat sera l'absence de réponse.

Alors, nous nous mettrons au travail pour faire que le calendrier d'action suivant devienne une réalité.

Nous t'encourageons à y participer!

Voici la liste d'actions préparatoires que nous vous proposons d'ici à septembre.

A partir du 17 septembre, 2009, sous la devise "**Nous pouvons vivre sans capitalisme**" des milliers d'individus et de groupes **commencerons de multiples actions** qui signifieront notre désertion massive des institutions du système, celles qui **marqueront le début d'un nouvel âge post-capitaliste dans nos vies**.

Ces actions comprendront :

- **Retirer toute l'argent des banques et ne plus payer ni prêts ni hypothèques.** Pour les épargnes, celui qui voudrait anticiper peut le faire (il trouvera une information utile dans la partie "Grève des usagers des banques").

- **Arrêter de payer les loyers** ou auto-réduire le montant mensuel.

- **Arrêter de travailler pour une entreprise capitaliste** à moins qu'elle n'accepte de se transformer en une entreprise d'économie sociale.

- **Ne pas payer les factures des services essentiels** ou payer uniquement la quantité qu'on considère juste.

- **Collectivisation des ressources basiques que le système n'utilise pas ou dont il abuse** : terres à cultiver, appartements et maisons pour vivre, nourriture restante dans les chaînes de commercialisation.

- Nous défendrons les services basiques, les habitats et les collectivisations par les moyens d'action directe et le soutien mutuel entre tous ceux qui participent. À ce sujet, nous présentons (cf. plus bas) le fonctionnement d'un **réseau de solidarité contre les expulsions**.

- Nous utiliserons l'argent seulement quand ce sera indispensable dans des petits commerces (boulangerie, épicerie, etc.). Progressivement nous construirons des alternatives à l'argent

- Les actions de désertion seront accompagnées par d'autres qui sont déjà en cours, mais que par diffusion entre tous nous pourrions généraliser.

- Création d'alternatives : partage, troc, marchés et magasins gratuits, marchés d'échange, monnaies complémentaires, assemblées populaires, et coopératives, afin d'apprendre à vivre sans argent et en partageant, et en s'assurant que tous les participants voient leurs besoins basiques satisfaits.

- Parmi les alternatives, il y a les **coopératives intégrales** dont on explique le principe par ailleurs et aussi les actions dans le secteur de l'**éducation** et la **santé** que tu trouveras dans deux petits textes.

Dans le même temps où l'on commencera à vivre sans capitalisme, nous convoquerons le début d'un ou encore mieux, plusieurs **processus constitutants**, avec la participation de toute personne partante.

À partir du 17 septembre, au moins **chaque mois**, le **troisième jeudi**, sera considéré comme le **jour du débat public sur le nouveau modèle de société**, offrant à tous l'opportunité de comparer le capitalisme avec la proposition post-capitaliste que nous sommes en train de construire en invitant tout le monde à prendre part à ce processus constituant. Le premier de ces débats publics sera le 15 octobre. Ces jours-là, à partir d'un mécanisme d'actions décentralisées, par groupes d'affinité, nous sortirons dans les rues et demanderons au reste de la population qu'elle s'arrête pour pouvoir débattre avec tout le monde sur le modèle de société que nous voulons.

Ce plan d'action est sujet à des possibles variations que ce soit à cause des circonstances ou de l'intelligence collective.

A partir de là, ce mouvement ne s'arrêtera pas, jusqu'à ce que le nouveau processus constituant ait atteint son objectif, jusqu'à ce que la vie après capitalisme soit devenue une réalité.

Commencer à nous préparer

- **Autonomie alimentaire.** Nous avons besoin de nous fournir en nourriture sans passer par le marché capitaliste. Pour ça, il est nécessaire de récupérer des terres à cultiver, à partager les connaissances sur techniques écologiques et respectueuses de la nature. Voici de concepts à tenir en compte: permaculture, germinations, banque de graines.

- **Création d'alternatives.** On devrait étudier celles qui existent déjà (et qui sont plus ou moins viables) et évaluer à quelles obligations ou restrictions elle rencontrent. Faire un diagnostic préalable, et en certaines aires d'influence ou rayons d'action géographique, observer aussi quelles ressources sont disponibles, sous-utilisées, ou susceptibles d'être obtenus (soustraire le cas échéant) de façon à contribuer à renforcer et consolider les alternatives existantes et entreprendre des nouvelles...

- Nous mettrons en marche un forum social virtuel qui servira à mettre en commun toutes les propositions utiles pour appliquer le nouvel âge post-capitaliste dans chaque municipalité.

- Chaque personne qui le souhaite collaborera avec une partie de son temps à la construction de l'auto-gestion populaire. Pour cela, on promouvra les assemblées populaires et les coopératives locales. Les assemblées populaires seront la référence politique de l'alternative sociale. Les coopératives feront en sorte sur le terrain que tous les besoins essentiels des gens du territoire soient satisfaits. Toutes les personnes que le système a exclues seront aussi importantes car dédiant leur temps de travail à aider, en participant aux coopératives locales, dans l'autogestion communautaire.

Inscris-toi pour participer. Lis la proposition organisatrice et l'information qui inclut comment créer un recensement de gens, groupes d'affinité et collectifs pour avancer avec toutes ces propositions.



Le capitalisme : un navire endommagé à la dérive

Le capitalisme qui est aujourd'hui « un navire touché et à la dérive » entre dans une crise majeure dont il serait naïf de croire qu'il puisse sortir. « La crise a un caractère pluriel (économique, énergétique, environnemental, idéologique...) et les interrelations entre ses différents composants lui confère un aspect erratique et peu prévisible ».

Au niveau économique, c'est dans tous les pays, baisse de la production et montée du chômage. « La pluie de millions d'euros et de dollars versé dans les pays riches n'ont pas su freiner ce phénomène »
« Aux USA, le PIB du 4e trimestre 2008 a baissé de 3,8%, la production industrielle de 11% la consommation de biens durables et les exportations de 22% respectivement. En Espagne, le PIB du 4e trimestre a baissé de 1% la production industrielle de 9,5% la construction de 16% et la vente d'automobiles de 30%. Les informations disponibles depuis le début de 2009 indiquent que la tendance est à l'aggravation de la situation. Partout sur terre, les taux de chômeurs ont augmenté dans le dernier trimestre 2008. En seulement 3 mois on a vu 1 million de chômeurs en plus aux USA. En Espagne le chômage a atteint 14,5% de la population active en janvier 2009, et les prévisions officielles annoncent 18% d'ici à la fin de 2009. La Commission européenne a été plus loin et a prédit le chiffre de 21,4% pour 2010 ».

Avec l'accroissement de l'épargne privée pour ceux qui le peuvent, nous sommes entrés dans un cycle récessionniste où « on assiste à un rapide appauvrissement d'une énorme partie de la population, combinant la perte de richesses illusoire (en argent virtuel) de certains, et la perte réelle du travail, des salaires et des maisons d'autres. »

Partout dans le monde, les Etats ont accru leur déficit financier pour injecter de l'argent dans les banques et l'automobile, alors que l'endettement privé a partout explosé du fait de la généralisation de « la vie à crédit » comme mode de croissance. En Espagne, l'endettement privé est passé en 10 ans de 47 à 135% du PIB. Face à ce surendettement, les mesures anti-crise n'ont pour effet que de changer des dettes privées en dettes publiques contractées sur un marché mondial « privé » !

L'augmentation des inégalités accroît le problème

Dans la zone euro, les revenus des personnes qui travaillent en relation au total européen est passé de 70% en 1992 à 62% aujourd'hui. Dans l'Etat espagnol, cette chute est passée de 72 à 61%. Ce sont des chiffres officiels qui montrent que de plus en plus de gens vivent sans travailler, du travail des autres. A cela il conviendrait d'ajouter les rentes de tous les millionnaires qui ne sont pas déclarées au fisc et placées dans les paradis fiscaux

Au problème du surendettement la baisse du pouvoir d'achat des classes populaires est le principal responsable de la baisse de la demande. Les plus riches qui gagnaient de plus en plus d'argent, tellement qu'ils ne pouvaient pas tout dépenser, l'ont épargné et investi dans la spéculation financière et immobilière faisant ainsi augmenter le prix des logements et des loyers, et causant le surendettement. Baisse du pouvoir d'achat, donc baisse de la demande et surendettement des ménages, alors que le « complexe bancaire, immobilier et de la construction possède 1,6 millions de logements quand la demande est de 220 000 ». La valeur de ces biens est à la baisse avec l'augmentation du taux d'impayés.

Ce qu'il est important de comprendre, c'est que l'insolvabilité et le surendettement ne sont pas seulement la conséquence des abus du secteur financier sur les entreprises et les personnes, mais le résultat d'une stagnation prolongée de la production. La cause principale de cette crise de croissance de l'économie, c'est l'augmentation des prix des matières premières et la pénurie des ressources naturelles que le capitalisme a spolié et le plus souvent gaspillé au cours de ces dernières décennies.

La crise est systémique et ne se résoudra pas par des mesures financières. Dans l'arrière-fond de cette crise, il y a la rareté toujours plus forte des matières premières et de la hausse de leurs prix. Et quand bien même l'économie mondiale retrouvait un haut niveau de croissance, cela nous mènerait dans le mur car « on ne peut croître indéfiniment sur une planète aux ressources finies ».

Ce qui est en crise, c'est l'ensemble du système, « les piliers du capitalisme, le modèle de croissance, ses systèmes productifs et le modèle de consommation ». Un « système global navigant à la dérive duquel nul pays ne peut échapper car il y est relié au niveau commercial, productif et financier ».

« Nous devons abandonner ce système avant qu'il coule ! »

Si l'on se contente de petites mesures de correction de surface et pas de fond, la chute sera plus forte et les conséquences désastreuses. Il faut mettre en question ce système dans toutes ses dimensions, où « tant de voitures sont produites, cette civilisation, cette industrie et ses chaînes qui fabriquent toujours plus d'automobiles et d'objets inutiles ».

Il faut sortir du cercle vicieux qui consiste à « augmenter la consommation pour augmenter la production pour soutenir le niveau de vie ». Et si nous satisfaisons nos besoins basiques, « notre niveau de vie correspondra à ce que nous sommes, à comment nous nous sentons, comment nous vivons avec les autres, et non aux possessions matérielles. »

Avis pour navigateurs : nous déclarons naufragée la propriété privée et le début d'une nouvelle ère post-capitaliste

La crise a de multiples facettes.

- Il y a crise sur le logement mais pas sur les besoins de logement. De même que les postes de travail viennent à manquer, les tâches importantes à réaliser ne manquent pas. Alors que beaucoup se battent pour payer leur crédit immobilier, il y a des milliers de maisons vides car leurs propriétaires ni ne les utilisent ni ne veulent les vendre.

- Il y a beaucoup de chômage et en même temps une grande quantité de terres abandonnées.

- Il y a un nombre inimaginable d'objets qui cessent d'être utilisés à moindre panne et des milliers d'ouvriers qui ne les réparent pas parce que personne ne paiera pour cela.

« Maisons vides, terres abandonnées, objets en déshérence, qu'ont-ils en commun ? Que leurs propriétaires privés privent des tiers de leur usage sans en avoir l'usage eux-mêmes. La plus grande crise est celle de la propriété privée comme pilier central des relations économiques et sociales ».

Ce n'est pas l'économie qui va mal, c'est le capitalisme.

« Le marchandage de la plus-value, de l'accumulation de capital et de la spéculation pour les riches

contre le « consumérisme » par les droits économiques et sociaux pour le peuple, c'est fini ! »

Ce modèle productiviste où « les dépenses du passé se paient avec les ressources du futur » ne peut plus fonctionner car une nature saccagée ne pourra plus jamais payer les dettes contractées.

Fin de la propriété privée, naissance d'une nouvelle civilisation, « celle des besoins et du droit d'usage ». Tout le monde aura le droit de faire usage de ce dont il a besoin si personne n'en fait déjà usage. Tous seront propriétaires de ce qu'ils utilisent et si ces personnes sont plusieurs, la propriété sera commune. Les connaissances seront libres et tous pourront en jouir ».

La sortie de cette crise, c'est de basculer dans « **une nouvelle ère post-capitaliste, l'ère du droit d'usage, de l'économie des ressources et des biens communs** ». Cette nouvelle société, cette « **nouvelle économie pour un monde nouveau** » sera basée sur « **l'autogestion populaire** » qui permettra d'offrir « la pleine occupation. Tous devront apporter des choses au bien commun et chacun recevra ce dont il a besoin ».

postcapitalista@sincapitalismo.net

De bas en haut : Un plan organisateur pour être le changement que nous voulons

Pour mener à bien les projets et les campagnes que nous avons présentés dans ces pages, il est important de s'organiser. Pour ce faire, en premier lieu, il est important de noter que l'organisation de la société civile et les mouvements sociaux dans des grandes organisations avec des adhérents ont perdu du poids et ont cédé la place à des collectifs plus petits et plus agiles. L'avènement d'Internet a donné de la force à une forme d'organisation en réseau, très souple et rapide dont les petits groupes bénéficient et qui ne sont pas très compatibles avec les structures d'organisations traditionnelles. Mais l'Internet a ses problèmes et ses dangers, comme la surabondance de l'information et le manque de personnalisation dans la relation établie. Il nous faut donc aller au-delà et parvenir à

faire fonctionner de manière articulée et harmonieuse le réseau Internet avec une réalité fondamentale qui est le réseau des relations sociales, les amis, les copains, la famille, à travers laquelle l'information circule de façon naturelle. C'est là où il y a de l'amitié et de la camaraderie que l'on peut trouver les meilleures façons d'étendre les propositions et leur mise en œuvre. Logiquement, nous serons toujours plus réceptif à des propositions qui viennent de nos camarades que des personnes que nous ne connaissons pas.

Les groupes d'affinité comme base de l'organisation (une méthode très efficace)

Un groupe d'affinité est un petit groupe, de 3 à 20 personnes le plus souvent, qui agissent ensemble pour le changement social. Ce groupe n'est pas hié-

rarchisée, mais basée sur la confiance, formé par des amis et des personnes partageant des pensées similaires. C'est une méthode d'organisation très efficace parce que l'information est maintenue à l'intérieur du groupe, en évitant les infiltrations de la police.

Ce procédé a été utilisé par les grands mouvements sociaux à travers l'histoire, comme les groupes de militants qui ont réussi à bloquer les sommets de Seattle et de Prague au début du mouvement anti-mondialisation.

Ce sont des groupes qui émergent à partir de relations sociales, dans l'éducation, le travail. Souvent des groupes entrent en relation les uns avec les autres, noyaux de vie collective ou groupes déjà existants. Les réseaux ainsi structurés constituent le meilleur outil pour s'organiser en fonction d'objectifs d'action directe ou pour de nombreux autres projets. Nous parlons de noyaux où la bonne compréhension aide à la circulation des propositions, l'envie de faire des choses, qui sont aussi des nœuds de communication stables dans lesquels il est plus facile de donner une continuité à un projet une fois lancé, parce que se rencontrer et partager ne coûte rien.

Passons à l'action: créons des groupes de groupes d'affinités

A partir de la rencontre entre différents groupes d'affinité il faudra constituer des espaces organisateurs avec assez de monde pour faire les choses à plus grande échelle. Pour mener des actions de grande envergure, telles que la prise de terre, la création d'une coopérative intégrale ou de consommation, ou la mise en marche d'une école autogérées, il faut un groupe d'entre 40 et 100 personnes pour agir assez largement, et en même temps des connaissances interpersonnelles pour maintenir un environnement de confiance. Ici, **les groupes d'affinité sont de petits espaces de prise de décision au sein d'une espace de plus grandes décisions**, de telle sorte qu'il devient plus facile et opérationnel de prendre des décisions que dans une assemblée formée seulement d'individus isolés.

Il existe déjà de nombreux groupes des groupes qui fonctionnent ainsi, tels que des coopératives de consommateurs, des centres sociaux, des écoles libres, etc. Mais il y a aussi beaucoup de groupes d'affinités qui ont encore besoin d'en rencontrer d'autres pour pouvoir développer leurs initiatives. On peut également envisager des groupes d'affinités qui participent à plusieurs réseaux de groupes d'affinités. Au niveau supérieurs, il y a des assemblées de quartier ou de villages, les réseaux de groupes et les coordinations et assemblées de niveau supérieur.

Schéma d'organisation, depuis « en bas » jusqu'où il est nécessaire

Organisé de bas en haut, selon ce mécanisme organisateur nous arriverions à la proposition suivante :

G0) Personne individuelle. Qui participe aux niveaux suivants :

G1) Groupes d'affinité : noyaux de vie collective,

amis et amies, collègues, connaissances qui fonctionnent déjà sans avoir à s'organiser.

G2) Groupes de groupe d'affinité : les coopératives de consommateurs, de production, les coopératives intégrales, athénées, centres... qui se réunissent avec assez de continuité, par semaine ou toutes les deux semaines, et qui en plus d'organiser leurs propres projets, participe au niveau supérieur.

G3T) Assemblée territoriale: Auto-organisation à l'échelle du quartier, du village ou de la ville (assemblées et coordinations locales). Comme certaines assemblées de quartier ou de village déjà existantes mais avec une plus large participation de tous les niveaux de base (G1 et G2).

G3S) Réseau sectoriel : Ce serait des réseaux de groupes d'affinités et de collectifs. C'est-à-dire, les catégories G1 et G2 en même temps car quand on travaille en réseau il est difficile de distinguer. Ils tendront à être des espaces de communication, de formation et d'action coordonnée au niveau sectoriel ou thématique, et leurs zones géographiques pourront se développer au besoin ou s'ils le souhaitent.

G4TS), Territorial / Sectoriel : Coordination sur des aires territoriale et sectorielles plus amples que les niveaux précédents. Depuis ce niveau à celui de la participation et de la base, il y a très peu de distance. Nous devons renforcer les niveaux antérieurs pour rendre celui-ci possible. Les construire et les consolider sera un objectif à atteindre.

G5TS) Territorial / Sectoriel : Coordination des niveaux antérieurs pour ce qui est nécessaire, et ainsi de suite ...

Internet, une pièce clé, deviendra de plus en plus importante à mesure que nous irons à des niveaux plus élevés, pour communiquer et y compris dans le cadre du processus de décision.

A mesure que l'autogestion s'imposera, les coopératives d'un territoire donné qui auraient la même activité pourrait se rejoindre au sein d'un réseau du secteur (G3S), s'organisant entre elles pour pouvoir se compléter et ne pas laisser sans réponses des besoins par faute de production locale.

En passant dans des zones de niveau 4, les assemblées populaires seront segmentées en fonction de thèmes, donnant capacité de décision à chaque réseau de secteur (G4TS).

Ainsi **se développera le schéma d'organisation** à mesure que s'élargira le territoire en question afin **de créer notre propre économie et nous déconnecter de plus en plus de capitalisme.**

Comment commencer ? Mettons en place un recensement des personnes, de groupes d'affinités et des collectifs !

Pour voir qui nous sommes et pouvoir nous contacter, d'abord comptons-nous !

Nous voulons profiter de la distribution de cette publication pour lancer un recensement des personnes, des collectifs et des groupes d'affinité qui peuvent être intéressés à se rencontrer et se connecter avec d'autres personnes et groupes pour faire avancer

les nombreux projets que vous avez lu dans cette publication et de nombreux d'autres de émergeront bientôt

Comment participer ?

Nous avons ouvert un formulaire détaillé où vous pouvez vous inscrire en tant que personne individuelle, groupe d'affinité ou collectif, et où chacun peut être inscrit sur son domaine d'intérêt en rapport avec les propositions formulées dans les autres pages (coopératives intégrales, communication, action directe, etc.). Et à partir de là, nous mettrons les gens en contact comme suit :

Pour les particuliers ou les très petits groupes, nous les mettrons en contact avec d'autres personnes, de sorte que si l'entente est bonne, ils pourront créer un groupe d'affinité (G1).

Au groupes d'affinités qui en ont besoin, nous les mettrons en contact avec d'autres groupes d'affinités afin qu'ils puissent faire avancer les actions ou projets qu'ils décident, comme les coopératives, les projets autogérés et autres qui ont été examinés dans les différents textes de cette publication (G2).

Pour les collectifs, coopératives et groupes d'affinités, nous vous fournirons des outils pour travailler en réseau avec d'autres groupes, et vous organiser à la fois sur une base territoriale et sectorielle (G3).

Par conséquent, l'objectif est de créer autant de nouveaux G1 et G2 que possible, les consolider et qu'ainsi ils puissent construire et consolider les G supérieurs qui manquent.

gruposdeafinidad@sincapitalismo.net

Les coopératives intégrales : Une proposition pour commencer à vivre d'une autre manière

L'insatisfaction à l'égard du modèle actuel de la vie fait qu'il existe de nombreux projets pour vivre et interagir d'une autre manière, de nombreuses initiatives pour tenter d'être moins dépendants du système. [...]

Il y a une forme juridique qui a beaucoup de possibilités encore peu explorées et qui pourrait devenir un outil d'aide à ce processus d'indépendance progressive vis-à-vis du marché et de l'État. Cette forme juridique, c'est la coopérative. Le plus grand potentiel de cet outil réside dans ses combinaisons, qui permettent la croissance de l'activité économique intérieure entre les membres de la coopérative. Les lois de l'Etat ou des régions prévoient l'existence de coopératives mixtes et / ou intégrales. [...]

La proposition des **Coopératives Intégrales** concorde avec l'objectif de créer un modèle qui nous permette de construire un espace de relations économiques autogérées entre les participants, espace protégé face aux embargos publics et privés de manière à réduire au minimum légal le paiement des impôts et de la sécurité sociale, de se protéger autant que possible de l'action des banques et de l'État.

Il s'agit d'une forme juridique légale de transition qui nous permettra de construire, à partir du niveau local, un mode de vie où ni la banque (prêt hypothécaire, dettes et tout ce que cela comporte) ni l'Etat (entité qui autorise que pour que soient couverts nos besoins de base, nous soyons obligés de mal vendre notre force de travail et de connaissance) sont nécessaires.

« Les actifs d'une coopérative, formée par les apports économiques de ses associés, ne sont pas saisissables. C'est donc une façon de protéger nos biens, autrement saisissables si nous devenons des débiteurs comme individus. » La coopérative est responsable de ses dettes en tant que structure distincte des individus qui la compose.

Au sein de la coopérative intégrale il est prévu 2 type d'association. « Les associés de travail sur l'activité économique et des associés de consommation. Les associés de travail, représentés par une Commission économique, sont ceux de chaque unité de production qui aura un compte au nom de la coopérative pour encaisser les clients et payer les fournisseurs.

Quant à la coopérative de consommateurs, il existera un compte unique au nom de la coopérative, géré par la Commission économique pour les achats collectifs, avec le soutien de la Commission de consommation par exemple sur les questions de réduction de la consommation (eau, énergie) et l'utilisation d'outils visant à minimiser les coûts (téléphonie par Internet, etc.)

Une Commission de l'auto-activité (ou auto-emploi), se chargera d'identifier et de compiler les tâches utiles à la communauté et d'assurer la formation, le soutien ou l'assistance aux personnes qui cherchent du travail ou qui veulent changer de profession, afin de répondre aux besoins de la coopérative, et faire que chacun puisse trouver sa place et son utilité dans le cadre du projet.

Un des principaux objectifs de la coopérative est d'assurer les besoins fondamentaux (nourriture,

Okuper, résister, produire

Il s'agit d'un slogan qui s'est popularisé autour de la récupération des usines et des entreprises qui, en Amérique latine, et en particulier en Argentine, ont été mise en œuvre en temps de crise. Et pas seulement récemment dans ces pays, mais à d'autres moments historiques, sur plusieurs continents, quand des patrons de moyennes et de grandes entreprises décidaient de les fermer parce qu'elles ne rapportaient pas assez, les travailleurs, plutôt que de rentrer chez eux, les ont prises et les ont remises en marche selon des modèles coopératifs.

Nous défendons particulièrement la récupération d'entreprises si leurs produits sont utiles pour répondre à des besoins réels et compatibles avec l'environnement.

Nous appelons les travailleurs à se saisir de toutes les opportunités qui pourraient se présenter. Ils ont notre soutien.

logement, santé, éducation) de ses membres. Pour atteindre cet objectif, il faut promouvoir le changement de mains gratuit (et non d'échange) des objets en utilisant des magasins gratuits, où seront entreposés les objets, les outils, inutilisés et mis ainsi à la disposition de tous. Il s'agit de donner la priorité au concept d'usage sur celui de propriété, comme cela est proposé dans d'autres articles. Ainsi, le seul produit qui sera échangé, est le temps entre les membres et non des biens matériels. Par exemple: tu m'a réparé une fuite d'eau, et je propose en échange mon temps et les connaissances dont vous avez besoin. La monnaie d'échange sera le temps utilisé pour chaque tâche. Un groupe de travail favorisera l'échange d'heures dans le but de maximiser les relations économiques sans argent.

Pour gérer les relations économiques avec d'autres coopératives et des projets connexes, l'échange de biens et services (la quantification des heures de travail par le biais d'un registre des heures) sera développé par l'intermédiaire de la Commission des Echanges Extérieurs. Il est recommandé que chaque coopérative n'ait pas plus de 100 membres, ainsi cette commission pourra disposer de la "valeur ajoutée" de connaître précisément les besoins de base à couvrir au sein de chaque coopérative, et de connaître personnellement les membres qui la compose ; favorisant ainsi des relations de confiance qui facilite la souplesse au quotidien.

Les coopératives sont constituées par des groupes d'affinité. Par conséquent, la première étape pour faire partie d'une coopérative intégrale sera d'exprimer l'intérêt de la part des groupe de proches

(amis, famille, voisin d'immeuble, etc.). Ou des individus directement, par l'intermédiaire du formulaire prévu (<http://www.17-s.info>) trouvé sur le web. De là, les gens peuvent commencer à entrer en contact, puis connaître la personne, et commencer le processus de création.

Il ne fait pas de doute que ce ne sera pas une voie facile à suivre. Mais ce sera certainement beaucoup plus intéressant que la routine, l'individualisme et de l'esclavage du travail. Nous n'avons pas non plus d'exemples concrets à présenter qu'il suffirait de suivre. Il s'agit d'une idée qui vise à être une semence puissante pour l'auto-organisation sociale. Dans le monde entier, des alternatives qui fonctionnent depuis de nombreuses années, comme les coopératives de consommation écologique, les réseaux d'échanges locaux, les formes de monnaies complémentaires et l'économie solidaire cherchent à atteindre des objectifs semblables bien qu'avec des approches différentes.

L'apport que représentent les coopératives intégrales veut contribuer à créer une méthodologie pour intégrer un grand nombre de ces idées avec les nouveaux besoins vitaux de nombreuses personnes en temps de crise.

Alors, on s'organise pour vivre beaucoup mieux ?

integrales@sincapitalismo.net



<http://www.17-s.info/category/procesenric/procesenric>

Les coopératives de cession d'usage : un modèle pour la question du logement

C'est la collectivité des habitants, la coopérative, qui est propriétaire de l'ensemble des biens immeubles. Dans ces coopératives d'habitat, chaque membre a le droit à une voix et le fonctionnement est totalement démocratique. Les habitants ne sont pas directement propriétaires de l'immeuble où ils vivent, mais ils possèdent chacun un droit d'usage illimité de son appartement, et le propriétaire c'est la coopérative dont il fait partie. Chaque mois, ils paient un loyer peu élevé pour couvrir tous les coûts de l'immeuble (y compris l'eau, le chauffage, l'entretien, le ramassage des poubelles, etc.), les mouvements monétaires au sein de la coopérative étant totalement transparents.

Le droit d'usage illimité implique de pouvoir vivre toute une vie, y compris pouvoir le transmettre en héritage. Il est également possible de le louer d'une seconde main pour une courte période de temps, ou plus si les circonstances le justifient.

Du petit loyer de chaque mois, une partie sert à la fois à l'entretien du bâtiment et de l'appartement. Les sommes recueillies sont mises de côté et quand il y a assez, elles peuvent être utilisées, par exemple, pour réparer le parquet, acheter un nouveau réfrigérateur ou réparer les toilettes. Les changements qui affectent l'immeuble sont décidés de façon démocratique, ceux qui ont une incidence sur l'appartement, le membre qui l'occupe est libre de décider.

Le bâtiment dispose également d'espaces publics. Par exemple, une buanderie avec machines à laver et sèche-linge que tout le monde peut utiliser, un petit bâtiment avec mille et une sortes de conteneurs pour le recyclage, le bois, le compost, un local pour faire des fêtes, des rencontres, etc. Chaque coopérative d'habitat décide de ce qui lui semble le mieux.

vivienda@sincapitalismo.net

Créer un réseau de solidarité active contre les expulsions

Dans cette période de grave crise économique, pour de nombreuses personnes il est plus difficile que jamais de payer le coût mensuel du loyer ou des remboursements des prêts hypothécaires. Bien que l'accès à « un logement digne et adéquat » est un droit reconnu par la Constitution espagnole (art. 47), le gouvernement, plutôt que d'entreprendre les changements nécessaires pour aider les personnes ayant plus de problèmes économiques pour bénéficier d'une maison — chômeurs, précaires, endettés, jeunes, personnes âgées, etc., a opté pour une politique d'expulsions de force.

La menace d'expulsion «express»

Le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère du Logement, a récemment présenté au Congrès un projet de loi sur les mesures visant à promouvoir le logement locatif et l'efficacité énergétique des bâtiments. Ce projet de loi vise à rationaliser les processus d'expulsion et le non-paiement du loyer pour éviter les « retards injustifiés et les abus », en imposant un nouveau mode d'expulsion «express». À l'entrée en vigueur des mesures, les locataires n'auront qu'un mois pour effectuer les paiements, et les procédures judiciaires seront abrégées au moyen de formules tels que le procès oral et la création de tribunaux spécifiques. Toutefois, ces mesures officiellement présentées comme une impulsion au développement du

marché de la location en Espagne, sont devenues des aides directes aux propriétaires et aux spéculateurs immobiliers, qui détiennent 3.350.000 logements vacants, mettant des milliers de personnes dans une situation tragique de vulnérabilité et d'expulsion immédiate.

Réseau de solidarité contre les expulsions

Mais nous ne sommes pas seuls. Alors que nous sommes en train d'impulser des alternatives au problème du logement, comme les coopératives d'habitat de cession d'usage, nous devons défendre avec plus de vigueur que jamais, notre droit à un logement décent, en le rendant effectif, en luttant ensemble, voisins unis pour mettre fin à toutes les expulsions. Solidarité active ! Aucun voisin viré du quartier ! Plus d'expulsions! Créons partout des réseaux de solidarité contre les expulsions!

Quand une personne est sous la menace d'expulsion, il peut le faire savoir via internet, et les gens vivant à proximité pourront intervenir et éviter l'expulsion. Certaines expériences de solidarité de quartier ont démontré que ces actions peuvent être suffisamment efficaces pour retarder ou même empêcher l'expulsion. En outre, parce que les capacités policières sont limitées, une stratégie de solidarité de masse, dans ces cas, peut empêcher la mise en pratique de nombreuses expulsions, ne serait-ce que parce qu'elles coûteraient beaucoup.

D'un autre côté, selon les cas, des mobilisations contre une expulsion prévue peuvent être organisées pour exercer une pression sociale. Si l'expulsion n'a pas pu être évitée, les voisines et les voisins peuvent aider les familles ou les individus à trouver un nouveau toit décent.

Pour arrêter la machine à expulser, un nouveau site Web a été lancé pour aider à construire un Réseau contre l'expulsion. Vous le trouverez à : <http://www.17-s.info/desahucios>.

Sur ce site, chaque personne menacée d'expulsion peut publier sa situation, donner des informations sur sa localisation et, si vous arrivez à un moment dangereux, à écrire et à appeler à la solidarité. Si tu es une personne concernée ou si tu veux faire preuve de solidarité contre les expulsions, participez !

vivienda@sincapitalismo.net

La santé n'est pas un business. Récupérons son contrôle !

Sais-tu que t'alimenter avec des cultures génétiquement modifiées peut causer des problèmes de santé ? Ou qu'il n'a toujours pas été démontré que le cholestérol provoque des crises cardiaques? Saviez-vous que les antidépresseurs peuvent vous rendre accro à cette drogue «légale»? Qu'abuser d'antibiotiques peut provoquer rapidement (pas dans un avenir lointain, mais dans les années à venir) des maladies comme un innocent mal d'oreille qui en se compliquant peut finalement causer la mort ?

Est-ce qu'un enfant en bonne santé peut devenir autiste après avoir reçu des vaccins contenant du mercure ?

Si tu veux en savoir plus, savoir pourquoi l'industrie pharmaceutique et certains médecins te trompent, lis la suite...

L'organisation mondiale de la Santé (OMS) dans sa Constitution de 1946 définit la santé comme un état de complet bien-être physique, mental et social. La santé implique que tous les besoins fondamentaux de la population soient satisfaits, depuis l'affectif, la santé et la nutrition jusqu'aux besoins sociaux et culturels. Une définition plus dynamique est d'atteindre le plus haut niveau de santé physique, mentale, sociale et de fonctionnement que permettent les conditions environnementales et les facteurs sociaux dans lesquelles la personne est immergée.

De notre point de vue, nous comprenons la santé comme un processus holistique et dynamique qui inclut les processus de la maladie comme l'absence de celle-ci. Nous comprenons que la santé et les maladies constituent un **processus continu et cyclique**, où la séparation entre les deux concepts est difficile à distinguer, et où être, penser, sentir et faire doivent se coordonner de manière équilibrée entre eux et avec la communauté.

Quand l'individu âme-esprit-corps ne fonctionne pas

correctement, il l'exprime par des symptômes, nous donnant à connaître le problème. A ce moment-là, nous devons nous arrêter, prendre conscience de la maladie et être satisfait qu'elle se soit manifestée pour savoir que l'on n'est pas bien. Puis vient le temps de guérir la maladie et, le plus difficile, guérir la cause réelle de sa manifestation.

La médecine allopathique – l'officielle - appelle maladie le propre processus d'auto-guérison, en fournissant les médicaments de l'industrie pharmaceutique qui en fait ne suppriment que les symptômes. **L'industrie pharmaceutique est actuellement l'un des secteurs les plus rentables et les plus influents dans le monde**, avec une forte croissance au niveau mondial. La plupart des sociétés pharmaceutiques ont une dimension internationale et possèdent des succursales dans de nombreux pays.

Plus de 80% du coût de la recherche visant à développer de nouveaux médicaments **sont financés par les gouvernements et les citoyens**. Pourtant, **les entreprises continuent d'étendre leurs brevets, ce qui augmente le prix des médicaments**. Mais ce n'est pas tout. Les compagnies pharmaceutiques ont été **accusées de propagation de maladies**, de contribuer à la médicalisation des problèmes provoqués par le système de vie actuel, de **développer des médicaments qui créent des patients chronico-dépendants**, et ainsi de suite. Avec tout cela, nous sommes parvenu à une société aveugle et intoxiquée par les médicaments, souvent inutiles, qui créent de la dépendance, non seulement physiquement, mais aussi et surtout, à un niveau mental. Comment est-il possible de mercantiliser la santé ? Comment peut-il se faire que les bénéfices de l'industrie pharmaceutique prévalent sur la santé des personnes et que l'État fasse la sourde oreille ?

Un exemple est le cas de médicaments tranquillisants qui créent de l'addiction au lieu de guérir. Un rapport de la Direction générale de la pharmacie du Ministère de la santé et de la consommation recon-

naît qu'en 5 ans l'utilisation de ces médicaments a augmenté de 40%. Plus de 85% du coût de ces médicaments sont couverts par l'argent de l'État, avec lequel il pourrait engager 9000 experts en santé mentale. Le traitement psychologique est habituellement suffisant, tandis que l'utilisation de tranquillisants est maintenue indéfiniment sans que la personne guérisse. Malgré cela l'Etat continue à parier sur les cachets

Pour sa part, la psycho-neuro-immunologie étudie les interactions entre le comportement, le cerveau et le système immunitaire. Cette discipline scientifique a montré que des événements nerveux tels que le stress affectent notre santé et que les émotions positives aident à prévenir les dysfonctionnements de notre organisme. Grâce à ces découvertes, les techniques non médicamenteuses telles que le «neurofeedback» (technique non invasive qui consiste dans l'application d'électrodes sur la tête, qui enregistrent et aident à entretenir l'activité du cerveau) ont obtenu de grandes réussites et les nombreux matériels scientifiques lui donne du crédit. Mais alors, **pourquoi la plupart des médecins ne nous l'expliquent-ils pas ?**

Les vaccins administrés à nos enfants sont peut-être la cause de l'augmentation de 2000% **des cas d'autisme**. Le timerosal, un conservateur à base de mercure utilisé dans plusieurs vaccins (hépatite B, diphtérie, tétanos, ROR*, grippe ...), peut en être le déclencheur. Après des années de refus, la Cour fédérale des États-Unis en novembre 2007, a donné raison à des parents, et a condamné l'industrie pharmaceutique à payer des dommages et intérêts au cours d'un procès passé sous silence par la presse.

Un autre sujet totalement inconnu pour la société est qu'il n'a jamais été démontré que le taux de **cholestérol** pouvait causer des crises cardiaques. Cette idée provient d'un article publié par Ancel Keys qui corrélait les deux phénomènes. Ultérieurement, il a été démontré que cette étude avait été frauduleuse car les données qui ne correspondaient pas à sa théorie avaient été tout simplement éliminées. Par contre, il y a des **études qui montrent que le taux de cholestérol élevé protège contre les infections et l'artériose-sclérose** (dépôt de lipides dans les artères). En outre, les plus communs des médicaments qui sont consommés pour réduire le cholestérol, les statines, ont des effets secondaires importants allant de l'altération des fonctions musculaires, du cœur et du cerveau, des malformations du fœtus chez les femmes enceintes. Fait intéressant, **les statines sont les médicaments qui apportent le plus de bénéfices pour l'industrie pharmaceutique** (plus de 15.000 millions de dollars chaque année)... Serait-ce qu'il y a des gens intéressés à ne pas divulguer que le cholestérol n'est pas mauvais, mais une des biomolécules dans notre corps?

Les antibiotiques sont des substances chimiques utilisées pour éliminer et/ou prévenir la croissance des micro-organismes pathogènes comme les bactéries et

certains champignons et protozoaires (mais pas les virus). Le premier antibiotique, la pénicilline, a été découvert accidentellement par Alexander Fleming, mais la liste a rapidement augmenté au cours des années. C'est pourquoi de nombreuses maladies infectieuses, qui auparavant, provoquaient de nombreux morts, sont aujourd'hui facilement traitées. Toutefois, les abus, le mauvais usage, et l'absence de contrôle de ces antibiotiques, comme le fait de ne pas terminer le traitement ou de ne pas suivre les doses, l'excès de produits «désinfectants» dans les produits de nettoyage, l'utilisation des antibiotiques dans l'industrie alimentaire comme conservateurs dans les aliments, le fait de prendre des antibiotiques pour un rhume ou une grippe (qui seront sans effet car elles causées par un virus et non pas des bactéries), etc. tout cela a pour conséquence **que les microorganismes sont devenues résistants aux antibiotiques** à un rythme alarmant et, par conséquent, il est prévisible que dans un avenir proche des maladies communes comme les angines, les pharyngites ou un simple mal d'oreille, n'auront plus de remède.

Mais l'industrie pharmaceutique n'est pas seule à jouer avec notre santé. Une étude récente (Artemis Dona, 2009) a fait une révision bibliographique des études de toxicité disponibles sur les denrées alimentaires transgéniques et a analysé l'importance des découvertes sur la santé humaine et animale, ainsi que les limites des procédures employées dans l'évaluation de la sécurité de ces aliments. Les résultats de la plupart des études indiquent qu'ils peuvent provoquer des effets toxiques dans des organes comme le foie, le pancréas, les reins et de reproduction et qu'ils peuvent altérer les paramètres immunologiques, biochimiques et sanguins. Une fois de plus, **l'industrie nous cache et déguise des résultats scientifiques**.

D'un autre côté, il existe **de nombreuses thérapies alternatives** qui peuvent nous aider de manière naturelle, saine et efficace à guérir en prenant les problèmes de santé à la racine. Si nous ouvrons nos horizons visuels et mentaux, nous pouvons profiter des avantages des techniques les plus traditionnelles de notre société ainsi que des techniques alternatives. Nous devons être clair sur le fait que toutes les thérapies ne conviennent pas à tout le monde, et c'est pourquoi nous devons essayer de connaître toutes les options dont nous disposons.

Certaines des alternatives thérapeutiques les plus connues sont : acupuncture, ayurvéda, chromothérapie, la médecine par les plantes, fleurs de Bach, thérapie, l'hydrothérapie, l'hygiénisme, l'homéopathie, la kinésiologie, les chiromassages, la musicothérapie, l'ostéopathie, la réflexologie, le reiki, la risothérapie, etc. Si vous souhaitez de plus amples informations, vous en trouverez dans *wikipedia*.

Mais le plus important, l'idée de base qu'ici également nous défendons comme **une alternative au capitalisme médicinal, est l'autogestion de la santé**

tant au niveau personnel que communautaire. Grâce à nos luttes et de celles de nos ancêtres il a été reconnu le droit à l'information, à l'éducation sanitaire. Maintenant, il faut œuvrer pour faire descendre ces connaissances dans la vie quotidienne et surtout changer de perspective.

En premier, nous devons comprendre notre corps et notre esprit, nous et ceux qui nous entourent. La capacité de auto-médication que nous portons en nous est énorme. Eneko Landaburu, dans son livre *¡Attention compa ! Manuel de l'auto-santé*, a déclaré : « *La maladie est un combat curatif. On ne doit pas avoir peur des processus curatifs de notre corps. Le corps sait se guérir. La fièvre désinfecte. En augmentant la température du corps, elle élimine de nombreux micro-organismes pathogènes. La toux est très utile. Une grippe par an est*

bonne pour développer des défenses ... », etc. Parfois, les médicaments seront nécessaires, mais gardons-les pour ces moments-là. Si nous nous habituons à nous guérir nous-mêmes, quand on en aura vraiment besoin, il ne seront pas efficaces. **Prenons la santé comme un processus actif, pour explorer, poser des questions, étudier, faire des vérifications,...** et ensuite partager cette expérience pour nous aider mutuellement.

Savoir, c'est pouvoir, et dans l'ignorance, nous sommes plus faciles à effrayer, à tromper et à manipuler.

salud@sincapitalismo.net

* NdT : ROR : Rougeole-Oreillons-Rubéole

De l'éducation soumise à l'apprentissage en liberté

La fonction du système d'enseignement est l'enseignement du système. Donc, à l'école on apprend d'abord à se soumettre à l'autorité de l'enseignant – qui plus tard se transformera en l'autorité de la corporation ou du chef –, à être en compétition avec les camarades de classe – qui postérieurement seront les collègues au travail –, à faire les choses pour avoir des bonnes notes et des titres – qui plus tard sera l'argent – et non pas pour la simple satisfaction de les faire, à exécuter des devoirs imposées, à oublier et réprimer nos désirs, à ne pas questionner ce qu'on nous dit et nous ordonne, etc. Peu à peu on nous inculque une série d'habitudes et de croyances qui, à un moment donné, serviront pour nous adapter docilement et résignées au système.

Il est clair qu'il existe des grands professionnels et de bons élèves dans nos classes. Mais, malheureusement, ils doivent se soumettre à quelques impératifs (examens, présence obligatoire, etc.) qui inspirent désunion, frustration, et soumission. Les cadres éducatifs en vigueur, comme le reste du système, ne sont pas dessinés pour promouvoir le bonheur humain, sinon dans l'objectif lucratif et expansionniste de l'économie de marché. La réaction naturelle de beaucoup d'adolescents devant cette situation est une rébellion négative, apathique ou même agressive, et ainsi donc, il n'est pas étrange que les arrêts maladie et les dépressions soient de plus en plus fréquents dans la collectivité des éducateurs.

D'un autre côté, le processus de privatisation et de mercantilisation des dernières décennies dans tous les domaines n'a pas oublié celui de l'éducation. Les élites dominantes d'Europe ont décidées que le concept de l'université comme un service public à la portée de tout le monde ne sert pas ses intérêts et, pour

cela, il faut convertir l'université en une institution du marché, pour le marché, et non plus par et pour les gens. Le résultat est le dénommé *processus de Bologne*, qui provoque de plus en plus d'opposition du côté des étudiants et des professeurs.

Ainsi donc, il n'est pas surprenant que nous puissions parler de crise de l'éducation, et que cette crise soit chaque jour plus évidente. De même que cette société possède un haut degré de connaissance écologique mais elle n'est pas capable de freiner la destruction de l'environnement, elle possède également de grandes connaissances et potentialités pédagogiques mais n'est pas capable de freiner la détérioration des institutions éducatives.

Le premier pas pour sortir de ce cul de sac est que petits et grands nous nous des-éduquons des valeurs que ce système nous a inoculé. Pour y arriver nous devons potentialiser notre capacité de réfléchir et d'apprentissage indépendant et créer des institutions éducatives alternatives qui remplacent la soumission par l'autonomie, et la concurrence par la coopération. L'actuel refus des réformes néolibérales doit conduire, tôt ou tard, au développement d'une vision positive génératrice de nouvelles écoles libres et d'universités autogérées. C'est ici que nous avons toutes et tous un grand avenir à explorer.

Puisque il s'agit d'explorer, nous devons le faire dès l'origine. Déjà aux niveaux les plus primaires de l'éducation, la plupart de bébés et des enfants se voient séparés très tôt de ce qui est naturel pour eux, comme l'allaitement maternel et sommeil accompagné. Leur développement émotionnel est interrompu d'un coup et ainsi, quand ils grandiront, on les empêchera d'apprendre en jouant pour pouvoir les modéliser comme des pièces adéquates de l'engrenage matérialiste, comme nous l'avons déjà dit.

Heureusement, des alternatives aux diverses périodes de l'éducation existent. Avec l'autogestion, la respon-

sabilité partagée et l'implication quotidienne, se sont ouverts de multiples espaces d'éducation naturelle et d'éducation libre pour offrir un espace et un accompagnement adulte qui respecte les processus évolutifs des enfants, répondant aux besoins pour le développement d'une autonomie individuelle et des valeurs sociales réelles qui non seulement s'expliquent mais s'appliquent. Il faut créer encore plus d'alternatives de ce type, et pas seulement pour libérer les premières années de vie, mais pour construire des trajectoires de vie libres de la pression utilitariste des bénéficiaires commerciaux. Il faut créer une voie d'études qui puisse connecter l'apprentissage comme enfants avec l'apprentissage comme adultes.

Le contexte de crise, avec un système productif qui coule, laisse obsolète beaucoup de professions basées sur la croissance, qui s'étudie encore dans les universités et nous appelle à reposer la question de quels apprentissages peuvent être importants pour notre futur et comment les mener à bien. Récupérer la capacité d'autogérer nos formes de vie implique récupérer beaucoup d'apprentissages pratiques qui ne sont pas enseignés dans l'éducation officielle et qui seront fondamentales pour pouvoir vivre bien à partir de maintenant..

Dans cette perspective, il sera important de récupérer les connaissances que possèdent les personnes âgées qui il y a seulement une ou deux générations savaient vivre de manière beaucoup plus autosuffisante que ce que nous faisons maintenant.

Nous récupérerons la capacité d'apprendre et d'enseigner pour apprécier la vie sans complications inutiles, en stimulant nos potentialités naturelles.

Cessons d'être prisonniers de notre propre égoïsme, de nous sentir insécures et seuls. Essayons de développer un sens des responsabilités envers nos semblables plutôt que de glorifier le pouvoir et le matérialisme.

Etudiants et enseignants, nous pouvons cesser de partager les salles de classe par des liens d'obligation et commencer à partager le fait éducatif pour le plaisir d'apprendre et d'enseigner.

Pour passer à l'action !

* Si vous êtes parents, informez-vous sur l'éducation naturelle. Vous pouvez trouver des groupes près de chez vous ou contacter d'autres familles dans la même situation avec qui construire un projet d'éducation en commun. «Education naturelle» est la recherche de référence en ligne.

* Si vos enfants sont plus âgés, vous pouvez vous informer sur les projets d'éducation libre se trouvant à proximité de votre maison ou trouver d'autres familles dans la même situation avec qui construire un projet commun. «Education libre» est une référence de recherche sur l'Internet.

* Si tu es un ou une jeune adolescent-e, tu peux t'organiser avec tes copains et tes copines pour apprendre des choses qui vous intéressent vous, et pas le marché.

* Si tu étudies à l'université, nous t'invitons à t'interroger si ce qui t'est offert est vraiment ce que tu veux apprendre et comment tu le veux. Si tu en viens à la conclusion que non, tu peux te rassembler avec d'autres personnes de différentes universités qui partagent une vision similaire et vous consacrer à lancer une autre université publique fonctionnant de manière autogérée. Si tu cesses de payer les frais de scolarité de l'université et que tu consacres cet argent et quelques efforts à cette idée, l'avenir sera ce que vous voudrez.

* Si vous êtes parents d'étudiants d'instituts supérieurs et d'universités, nous vous invitons à réfléchir sur les principes qui établissent que le mieux pour vos enfants est de faire une carrière universitaire, et à les encourager dans leur libre choix devant l'absence de futur des études traditionnelles.

* Si tu es éducateur, ose agir selon ta conscience et non selon les mêmes manières qui t'ont marqué. Si tu te joins à d'autres, cela devient possible.

educacion@sincapitalismo.net

Les mensonges du gouvernement reproduits par les médias.

« Zapatero a assuré que parler de crise était « pur catastrophisme » et qu' « en 2008 la croissance sera clairement moindre qu'en 2007 mais qu'en 2009 existeront les fondamentaux pour retrouver une croissance supérieure à celle de 2008 » (El Economista, 14/01/2008). »

On a vu ce qu'il en est. Le gouvernement déclare que le prix des logements a baissé, arrivant à « un équilibre désiré et attendu après une longue période où les prix n'étaient pas ajustés aux prix réels » (A. Romero, Directrice générale au ministère de l'Architecture et du Logement, El País 15/01/09). Les prix d'achat ont légèrement baissé mais pour la grande majorité des

gens, cela continue de valoir les yeux de la tête. Et en conséquence de cette crise des ventes, les loyers ont fortement augmenté. Les exemples abondent montrant que les médias ne sont rien d'autre que « le journal officiel du gouvernement face à la crise ». Une presse qui se targue en permanence d'informer et de tout savoir mais qui n'a rien dit de ce qui allait advenir. Et qui au lieu de le reconnaître, non seulement passent sous silence ceux qui avaient pronostiqué depuis des années l'arrivée de la crise mais en plus orchestrent une campagne politique visant à ne parler que d'une « crise financière » et en aucune

manière de celle d'un système global. Pour le reste, ces médias n'ont pas fait non plus preuve de sens critique. Ils n'ont pas dit que les 11 milliards d'euros injectés dans le « plan E » (de Stimulation de l'Economie et de l'Emploi) pour officiellement « financer des travaux publics et remettre à flots d'industrie automobile » iraient dans les caisses des multinationales qui en parallèle multiplient

les mesures de chômage partiels, réduction de salaires, licenciements.

Cette crise est un révélateur de comment l'information est fabriquée : l'ensemble de la presse n'a qu'un seul mot d'ordre : minimiser l'importance de la crise, mentir sur la portée des mesures gouvernementales.

mentiras@sincapitalismo.net

Passe-temps pour l'éducation environnementale. Le jeu de la crise de la croissance.

Ou ce que tu peux faire pour aller vers l'autosuffisance

C'est un jeu (ou pas) dans lequel, si ta réponse n'est pas bonne, ou n'est pas donnée à temps, tu perds et nous perdrons tous. Mais si ta réponse est correcte, tu peux gagner. Et pas uniquement toi. Ta famille, tes amis, tes voisins... tout le monde. Alors, réfléchis bien à ta réponse.

Dans l'ensemble tout pourra te sembler très alarmiste. Peut-être autant que les 17 dernières alertes que l'on vient d'avoir au cours des 100 jours à cause des situations météo extrême. Les experts disent que ce n'est qu'un apéritif de ce qui arrivera: sécheresses extrêmes, inondations, vents violents, chute de neiges très abondantes, etc. Et les grandes compagnies ne sont pas intéressées ni par l'épargne ni par l'efficacité ni par la réduction de la consommation. En plus, ils disent qu'«il faut augmenter la consommation pour améliorer l'économie », mais... Quelle économie? La leur ou la tienne?

Ce n'est pas un hasard si REPSOL-YPF (compagnie pétrolière espagnole) sponsorise les espaces météo à la télévision et que Gas Natural fasse la même chose avec les programmes environnementaux. Qu'est ce qu'ils vont nous faire croire ? Qu'est ce qu'ils veulent qu'on fasse avec le changement climatique ?

* En ce moment chacun de nous produisons plus de 400 kg de poubelle à l'année. Sais-tu où va ta poubelle ?

* Sais-tu qu'avec les recettes pharaoniques des éco-parcs et des incinérateurs, très peu en profitent et nous portons tous gravement atteinte à l'air, la terre, la nourriture et à notre santé, notre économie et notre futur ?

* Penses-tu qu'on doive encore utiliser des récipients et des emballages d'une seule utilisation ? Pourquoi penses-tu qu'il y a des pays où certains d'entre eux sont interdits et que chez nous leur production et consommation sont permises ?

* A combien de mètres de chez toi, penses-tu qu'on devrait recycler tes matières organiques ?

* Et à quelle distance de chez toi crois-tu qu'on devrait produire l'électricité dont tu as besoin ?

* Ou de combien de mètres crois-tu que devrait venir l'eau que tu bois ?

* Pourquoi penses-tu qu'un pays qui s'est longtemps caractérisé par le fait que chaque maison avait une citerne pour recueillir l'eau de pluie aujourd'hui ne le rende même pas obligatoire ? A qui crois-tu que cela profite ?

* Pour quoi crois-tu que des pays presque sans soleil, comme l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne ou la Norvège, sont en tête dans l'installation de panneaux solaires domestiques, et que le nôtre (admiré pour son soleil) est à la queue ? Qui penses-tu en est le bénéficiaire ?

* De quelle distance crois-tu que doivent venir les aliments que tu consommes? Crois-tu qu'il est exagéré de rendre obligatoire toutes les productions écologiques et sans OGM ? Ou penses-tu que les semences qui sont commercialisées doivent être couplées à la consommation de pesticides et de fertilisants fournis par un même fabricant?

* Crois-tu que l'échange de semences de variétés locales entre paysans doit être illégale ? Dans des pays comme la France, les multinationales (de semences transgéniques avec fertilisants incorporés) ont réussi à rendre cette pratique illégale.

* Les problèmes générés par l'entrée d'espèces de plantes ou d'animaux exotiques n'ont fait que commencer : moustique tigre, moule zèbre, etc. Est-ce que dans ta commune ils font encore des jardins avec des plantes non autochtones ? Pourquoi ce n'est pas interdit ? Qui obtient les bénéfices et qui en récupère les dommages ?

* A combien de personnes crois-tu que nous pourrions vivre dans des communes à 100% autosuffisantes en ce que concerne l'alimentation, l'énergie, l'eau, les choses matérielles, le boulot et la joie? En combien de temps crois-tu que nous devrions y arriver ?

passatiempo@sincapitalismo.net

SOLUTIONS

Suit una serie de liens vers des revues ou collectifs écologistes de l'Etat espagnol. Hábitat, energía, consumo responsable et autres thématiques plus ou moins alternatives et décroissantes.